

Le Vilain Petit Canard



Le nouveau journal de la CGT Finances Publiques 95

« Ensemble pour être plus forts »

La section CGT du Val d'Oise vous souhaite à toutes et à tous une très bonne année 2013 !
Nous continuerons à lutter TOUS ENSEMBLE pour une société plus juste et plus solidaire.

La nouvelle année commence, chaque directeur y va de ses vœuxtout en nous préparant la déclinaison Val d'Oise des suppressions de postes. Apparemment, les scrupules ne les étouffent pas puisqu'ils nous en annoncent 29 pour 2013, tout en nous souhaitant un épanouissement professionnel...même pas besoin de chercher l'erreur !

Parlons en de l'épanouissement professionnel, quand c'est la prise de tête pour poser ses congés, quand le téléphone sonne de partout, quand il faut recevoir les contribuables rendus plus agressifs par leurs problèmes et le temps d'attente, quand on vient travailler le matin avec la boule au ventre, quand on en vient à oublier qu'on est malade (...jusqu'à ce qu'on n'en puisse plus, mais là c'est trop tard), quand on nous applique la double peine avec le jour de carence, quand les concours et listes d'aptitude sont de plus en plus fermés, quand nos salaires sont

gelés pour la 4^{ème} année consécutive, etc.... quand les politiques successives tendent à faire disparaître toutes les bonnes conditions de travail.

Nous n'avons que l'embaras du choix pour trouver des raisons d'être en colère. Ce ras-le-bol s'est exprimé sur tous les sites du 95 ce vendredi 18 janvier 2013, jour de deuxième convocation du Comité Technique Local, validant les 29 suppressions d'emplois et n'épargnant aucun service. Beaucoup de collègues ont décidé de ne pointer qu'à la limite de la plage fixe, soit 9h30 et, sur Cergy, de participer à un superbe lâcher de ballons au-dessus de chaises vides symbolisant nos postes supprimés.

Mais que la direction ne s'y trompe pas, nous avons regardé nos ballons s'envoler, nous ne laisserons pas nos emplois suivre la même voie...

LE CHANGEMENT C'EST CE SOIR
LE RITUEL DES VŒUX DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE À TOUS LES FRANÇAIS



Venez nombreux pour la remise annuelle des cartes !
Nous profiterons de ce moment de convivialité pour partager la galette !

Lundi 28 janvier 2013 :
- 10h30 au CFIP de Garges
- 15h au CFIP de Cergy

Mardi 29 janvier 2013 :
- 10h30 au CFIP d'Argenteuil
- 14h au CFIP de St Leu
- 15h15 au CFIP d'Ermont

...et pour les autres qui ne se sont pas encore syndiqués à la CGT, il n'est pas trop tard ! Car se syndiquer, c'est donner du poids à ses revendications, c'est participer à la vie et à l'action collective de ton syndicat pour gagner de nouveaux droits et te faire respecter en tant qu'être humain et en tant que salarié.

Stop ou encore?????

La CGT a apprécié la démarche de consultation des services concernés par la reconduction ou non du "test 0 papier", pour autant les méthodes de consultations ont été diverses et parfois contestables selon les services.

Et dans tous les cas, cette consultation s'est faite dans l'urgence sans donner le temps aux agents d'échanger entre eux, le 7/01 au matin, au retour des congés, pour donner une réponse avant la conférence téléphonique du 7/01 après-midi.

En conclusion, la direction ne peut absolument pas affirmer qu'une large majorité des services est favorable à la participation du département au test en 2013. Les agents restent particulièrement marqués par l'échec de 2012.

Par contre, les agents qui y sont malgré tout favorables ont posé leurs conditions sine qua non.

Dans l'hypothèse où la DG ne pourrait pas apporter les garanties exigées, les avis favorables deviennent caduques.

La section CGT du Val d'Oise réitère son opposition à l'expérimentation du test 0 papier.

Si l'idée d'une consultation du personnel nous semble tout à fait satisfaisante, les conditions d'exercice de celle-ci le sont déjà beaucoup moins.

Par conséquent, en tirer comme conclusion qu'une large majorité est favorable est certainement très commode pour la direction et la DG, mais en réalité, sans doute erronée.

Par ailleurs, trop de questions restent sans réponse.

Nous tenons à réaffirmer que la CGT n'est pas contre le progrès technique, quand il sert à améliorer réellement les conditions de vie au travail des salariés.

Mais la politique d'austérité subie par les agents des Finances Publiques depuis plusieurs années, avec comme conséquence des milliers de suppression d'emplois, nous conforte dans l'idée que toutes les modernisations dans notre administration, et quoi qu'elle en dise, visent principalement la réduction des effectifs.

D'ailleurs, les fléchages des suppressions d'emplois des années antérieures nous l'ont maintes fois prouvé (téléIR, téléTVA, téléacte, CPS, etc...).

Enfin, aucun élément concret n'a été présenté nous permettant de penser que le test 2013 se passera mieux que celui de 2012.

Le plan B brille par son absence tandis que la DG, elle, brille par son irresponsabilité après avoir mis les services dans l'incapacité d'assurer leurs missions (exemple: l'accueil téléphonique..).

La CGT revendique des moyens humains et matériels suffisants pour assurer les missions dans de bonnes conditions.

La prochaine réunion du groupe utilisateurs est programmée le 5 mars, les représentants du personnel demanderont à être reçus également ce jour là.

APRES LES SUPPRESSIONS DE POSTES, LA TRADITION FOUT LE CAMP!

Dans le cadre des restrictions budgétaires 2013 (9%), une nouvelle coupe sombre dans le budget départemental a été décidée par notre direction: **l'échange convivial autour de la galette des rois !**

Encore une volonté départementale de suivre aveuglément les directives d'en haut ! Ils s'attaquent donc à la possibilité laissée à tous les agents de partager un moment simple et traditionnel de convivialité.

Même la tradition est mise à mal à la DGFIP ! Rappelez-vous le vrai coût et les débordements budgétaires liés à la fusion, dont chacun a pu apprécier l'impact sur le devenir de nos services.

Bien que nommer une reine ou un roi ne soit pas cette vraie valeur républicaine que soutient notre administration, mais posons-nous la question de savoir **qui est le roi ?**



N'hésitez pas à poser vos questions sur mutation, notation etc..., ou à faire des commentaires (sur vos conditions de travail par exemple) sur la BALF de la CGT dont voici l'adresse :
cgt.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr

ACTION DU 18 JANVIER CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Comme vous le savez sans doute déjà, 29 emplois vont être supprimés à la DDFIP du Val d'Oise au 01/09/2013. Ces suppressions se répartissent ainsi:

Filière fiscale	Filière gestion publique
1 A à la Division des Affaires juridiques	1 A à la Division des Opérations de l'Etat
1 C au CDI de St Leu	1 B à la Trésorerie Val d'Oise Amendes
1 C au SIE de Ponroise Est	1 B à Argenteuil CH
1 C au SIE de St Leu	1 B à Argenteuil OPH
1 C au SIE de Garges Ouest	1 B à Montmorency
1 C au SIE de Ponroise Sud	1 B à Pontoise CH
1 C au SIE de Ermont Est	1 C à Paierie départementale
1 C au SIP d'Ermont Ouest	1 B à Beaumont sur Oise
1 C au CDI d'Ermont Est	1 B à Ecoeu
1 C au CDI de St Leu	1 B et 1 C à Gonesse
1 C au 1er bureau de la CH de Pontoise	1 B à Sarcelles
1 C à la CH d'Ermont	1 B à Villiers le Bel
1 C à la FIT de St Leu	1 B à Argenteuil Ville
2 C au CDIF de Pontoise	1 B à Garges Centre

Au final, il s'agit de 360 emplois supprimés en 6 ans pour notre direction!!

Le CTL « emplois » a eu lieu le vendredi 11 janvier à 9h30. Les OS s'y sont présentées, ont lu le tract intersyndical et ont écouté les arguments du directeur.

Contribution proportionnelle, gains de productivité (fléchés et diffus), correctifs (métiers, environnementaux), ajustement de soutenabilité, tels sont les éléments du jargon accompagnant la mise en place du nouvel outil de calcul des emplois MAGERFIP (substitut de l'outil d'efficience et de l'Outil Répartition Emplois).

En définitive, il ne s'agit plus de considérer les moyens nécessaires à dégager pour l'accomplissement des missions mais de dépouiller purement et simplement les services publics et en premier chef notre administration !

La DGFIP continue, coûte que coûte, une réforme dont les conséquences sont catastrophiques : missions mises à mal, mise en concurrence des agents et des services, accueil du public et conditions de travail inacceptables avec une réelle augmentation des risques psychosociaux. Les restructurations et transferts de tâches sans les emplois correspondants continuent, la pression sur les agents ne faiblit pas, les réceptions sur la plage méridienne imposées, les emplois vacants ne sont pas comblés, les services sont en sous-effectifs. De plus, dans ce contexte, nos traitements sont bloqués et le prélèvement du jour de carence a été instauré.

Les seules réponses de l'administration sont les réorganisations internes des services, la démarche stratégique et la priorisation des missions en période de pic de charge. C'est inacceptable ! Il s'agit ni plus ni moins de généraliser la polyvalence et faire peser la responsabilité des choix organisationnels et de recul des missions sur les agents et les chefs de services !

La CGT Finances Publiques refuse le massacre de notre service public et de l'administration fiscale, comptable et foncière : elle a donc voté contre ce projet.



Le 18 janvier 2013, entre 8h30 et 9h30, un rassemblement de près d'une centaine d'agents des Finances Publiques devant le CFIP de Cergy a dénoncé les suppressions d'emplois opérées par la direction. Le CFIP n'a pas pu ouvrir avant 9h30, comme de nombreux autres sites du Val d'Oise (Sarcelles Tréso et RF, Ermont, Argenteuil, Argenteuil OPHLM...)

Des chaises ont été disposées sur le parvis pour représenter les sièges vides dans les services.

Un lâcher de ballon portant des silhouettes a été fait pour symboliser les emplois perdus, et les participants se sont retrouvés dans la bonne humeur autour d'un café. De l'avis général, l'ambiance sympathique suffisait à réchauffer les cœurs et les corps.

Une pétition, signée par plus de 750 agents, a été remise à la direction.

LE CENTRE DES FINANCES DE SARCELLES TOUJOURS EN DANGER !

Dans la même journée, le 6 décembre dernier, deux véhicules ont, de nouveau, percuté le bâtiment de la trésorerie de Sarcelles et en apothéose, un poids lourd est resté bloqué sous cet immeuble pendant plusieurs heures. L'intervention des pompiers et de la police a été nécessaire. Ces derniers événements, qui ont encore marqué la sérénité et l'intégrité du bâtiment, ont amené la direction départementale, sous la pression de la CGT, à considérer ce problème. Il a été demandé à un expert immobilier de la direction générale d'établir un rapport d'expertise sur l'impact de ces différents heurts.

Ses conclusions : bien que la structure du bâtiment ne semble pas être en danger, pour l'instant, il est évident que certaines zones extérieures peuvent être une source de risques immédiats !

La CGT, toujours active sur ce dossier, ne peut que soutenir, sous certaines conditions bien sûr, le projet de réinstallation de la trésorerie dans les locaux de la recette des finances de Sarcelles. Dans l'immédiat, la mairie de Sarcelles s'est engagée à installer des portiques de signalisation.

Il est primordial que ce projet de réinstallation aboutisse au plus tôt, sinon, les suppressions de postes successives ne permettront que de transférer une coquille vide ! De plus, ce problème usant et récurant d'insécurité atteint de plus en plus chaque agent du poste dans ses conditions de vie au travail.



Demain tous au SMIC ?

La ministre de la Réforme de l'État, Marylise Lebranchu, a présenté le 9 janvier en Conseil des ministres un décret relevant le traitement minimum des agents de la fonction publique. Une hausse qui découle de l'augmentation du Smic au 1er janvier. Celle-ci fait suite à la revalorisation du 1er juillet 2012 qui était intervenue par anticipation en intégrant alors un "coup de pouce du gouvernement".

Désormais, les fonctionnaires travaillant à temps plein ne peuvent **en théorie** pas gagner moins de 1 430,76 euros brut par mois.

Le minimum des rémunérations de la fonction publique se situe maintenant à l'indice majoré 309 (soit une hausse d'un point d'indice). Par ailleurs, cette revalorisation conduit à une révision indiciaire des premiers échelons de la

catégorie C, afin de maintenir une progression du début de carrière des agents concernés.

Une nouvelle fois, il est mis en application un correctif sur le bas de la grille C qui tasse un peu plus la carrière des agents. Dans le même temps, les agents dont la carrière progresse de cette façon, ne voient pas les effets de leur avancement en termes de rémunérations.

Les autres catégories subissent d'ailleurs ce tassement, puisque aucun correctif ne leur est appliqué. **Le 1er échelon de la catégorie B est désormais à 101,65% du SMIC** (102% au 1er juillet dernier, 103% il y a un an, 105% il y a deux ans).

Pour la CGT Finances publiques, il est urgent de renégocier les grilles indiciaires toutes ensemble dans leur intégralité.

SECTION :

Actif Stagiaire Retraité

Je souhaite m'abonner à :

la Nouvelle Vie Ouvrière

Facultatif > Pour les agents A et A+

Adhésion à l'UGICT (secteur Cadres & Techniciens)

OUI NON

L'adhésion à l'Ugict n'entraîne pas de cotisation supplémentaire.

La revue « Option » est adressée à chaque adhérent à l'UGICT.

RESERVÉ À LA SECTION

Saisie **CoGiTiel** par la section

le : .. / .. /

Date de réception au bureau national,

le : .. / .. /

NOM :

Prénom :

Date de naissance : .. / .. /

Catégorie : Grade : Echelon :

Filière fiscale Filière gestion publique

Adresse administrative :

Adresse pour l'envoi de la presse :

Adresse administrative Adresse personnelle (préciser) :

Tél. :

Mel :

Date : .. / .. / Signature :